

Mesures d'économie du gouvernement fédéral : les femmes continuent à payer la facture !

A l'occasion de la mobilisation sociale de ce 7 octobre, la Plateforme Féministe Socioéconomique rappelle au gouvernement que les mesures d'économie actuelles, ainsi que les réformes sociales planifiées, précariseront encore plus les femmes. Pourtant, dans sa déclaration de politique générale, le gouvernement fédéral s'est engagé à *“tenir mieux compte de la dimension de genre sur le marché du travail”* ainsi que de la *“situation différente des femmes et des hommes dans le cadre des réformes socio-économiques”* et à porter une attention particulière à la *“conciliation entre travail et vie familiale”*.

La pratique montre exactement l'inverse. Quelques mesures qui touchent durement les femmes :

- Diminution de l'allocation de garantie de revenu (AGR) pour le travail à temps partiel involontaire : le montant est à nouveau lié à la situation familiale. Après 2 ans, ce montant serait encore divisé par deux. Parmi les personnes concernées, 8 sur 10 sont des femmes. Le temps partiel involontaire est souvent imposé dans des secteurs « féminins » comme le nettoyage et la distribution où les salaires sont déjà faibles.
- Suppression de l'allocation pour un crédit temps sans motif et de l'assimilation pour la pension.
- Augmentation de l'âge de la pension et de la pension anticipée : à cause de leurs carrières hachurées, les femmes satisferont encore plus difficilement aux conditions.

Et l'avenir promet peu d'améliorations : le gouvernement travaille actuellement à l'introduction d'un compte-carrière, au passage à un système de pension à points, à la redéfinition des métiers lourds, etc. Si le gouvernement n'y prend pas garde, cela pourrait de nouveau avoir des effets désastreux pour les femmes.

La Plateforme Féministe Socioéconomique tire, une fois de plus, la sonnette d'alarme et exige du gouvernement qu'il cesse de précariser les femmes ! Il est plus qu'urgent qu'il mette en application la loi de 2007 sur le *gendermainstreaming* afin de mesurer l'impact de sa politique sur les femmes et les hommes.

La Plateforme Féministe Socioéconomique a vu le jour le 8 mars 2012 afin de tirer la sonnette d'alarme quant aux mesures d'économies du gouvernement et de demander l'application de la loi de 2007 sur le *gendermainstreaming*.

Les membres de la plateforme sont : ABVV/FGTB, ACRF Femmes en milieu rural, ACV/CSC, Centre Féminin d'Education Permanente, Comité de Liaison des Femmes, Conseil des femmes francophones de Belgique, CVFE, Ella, Femma, Femmes et Santé, Flora, Vrouwenstemmen, GAMS, Garance, Les Femmes Prévoyantes Socialistes, Le Monde selon les Femmes, Synergie Wallonie pour l'égalité entre les Femmes et les Hommes, Université des femmes, Vrouwenraad, Vie Féminine, VIVA-SVV, Vrouwen Overleg Komitee, Wereldvrouwenmars/Marche Mondiale des Femmes

Personne de contact francophone :

Soizic DUBOT (Vie Féminine)

coordinatrice-nationale-sd@viefeminine.be – 02 227 13 10